

N'ajoutons pas une crise étudiante à la crise sanitaire ! Le cri d'alarme de 10 présidents d'université

Le président de la République a annoncé ce mardi 24 novembre que nos universités pourront reprendre les cours, « avec une présence physique de tous les élèves », deux semaines après le 20 janvier 2021, soit début février, si le nombre de contaminations quotidiennes par le Covid-19 en France reste sous la barre des 5 000. Dans le même temps, les lycées pourront à cette date « être pleinement ouverts avec la totalité des élèves présents durant les cours » alors que certains fonctionnent aujourd'hui avec une jauge de 50%, par demi-classe.

Cette annonce, et ce 'deux poids, deux mesures', a provoqué la stupéfaction, pour ne pas dire la colère, dans la communauté universitaire. Alors qu'elle n'a pas ménagé ses efforts, dès le premier confinement, pour assurer à la fois la sécurité des étudiants et des personnels, et maintenir ses missions de formation et de recherche, cette stigmatisation apparaît inacceptable.

D'un point de vue sanitaire, rien ne justifie cette différence de traitement. Si les lycées accueillent un nombre important de jeunes, dont les étudiants de CPGE, chacune de nos universités, qui sont toutes, rappelons-le, multi-sites, dispose de mètres carrés sans commune mesure, y compris par étudiant, avec les lycées.

Il faut cesser de stigmatiser nos étudiants et nos établissements !

Nous lançons un appel aux pouvoirs publics.

Qui se rend compte que depuis des mois, des centaines de milliers d'étudiants, notamment celles et ceux arrivant du lycée, n'ont eu essentiellement que des contacts à distance avec leurs enseignants ?

Qui se rend compte que des centaines de milliers d'étudiants, jeunes adultes en construction, sont, malgré nos efforts, de plus en plus livrés à eux-mêmes, avec des situations de détresse psychologique qui s'ajoutent à une détresse sociale croissante ?

Qui se rend compte que cette situation est une véritable bombe à retardement sociale et humaine ?

L'urgence d'accueillir nos étudiants.

Les président.e.s d'Udice, qui regroupe dix universités de recherche intensive de niveau mondial, rappellent que le Président de la République a, à plusieurs reprises, affirmé un objectif fort, celui que cette crise sanitaire ne renforce pas les inégalités sociales. Dans le cadre de notre autonomie, nous avons su prendre les mesures en urgence pour le premier confinement. Présidentes et présidents d'universités, **nous nous sentons responsables de tout faire pour éviter à la fois une expansion de la crise sanitaire et une nouvelle crise humaine aux conséquences imprévisibles.**

C'est pourquoi nous demandons instamment la possibilité d'accueillir nos étudiants, dès début janvier, avec une jauge de 50%.

Contact presse :

Hélène Jacquet, Déléguée générale
contact@udice.org

 @UdiceGroup